

# Demande d'examen au cas par cas préalable à la réalisation éventuelle d'une évaluation environnementale

Article R. 122-3 du code de l'environnement

REÇU LE

Ce formulaire sera publié sur le site internet de l'autorité environnementale  
Avant de remplir cette demande, lire attentivement la notice explicative

- 6 DEC. 2019  
Date de réception : Dossier complet le : N° d'enregistrement :  
PRÉFECTURE  
D'ILLE-ET-VILAINE

## 1. Intitulé du projet

## 2. Identification du (ou des) maître(s) d'ouvrage ou du (ou des) pétitionnaire(s)

### 2.1 Personne physique

Nom Prénom

### 2.2 Personne morale

Dénomination ou raison sociale MAITRE JACQUES

Nom, prénom et qualité de la personne Laurent SACCOL  
habilitée à représenter la personne morale Directeur Général

RCS / SIRET 4 2 4 6 7 9 5 2 0 0 0 0 1 7 Forme juridique SARL

Joignez à votre demande l'annexe obligatoire n°1

## 3. Catégorie(s) applicable(s) du tableau des seuils et critères annexé à l'article R. 122-2 du code de l'environnement et dimensionnement correspondant du projet

N° de catégorie et sous-catégorie	Caractéristiques du projet au regard des seuils et critères de la catégorie (Préciser les éventuelles rubriques issues d'autres nomenclatures (ICPE, IOTA, etc.))
1 a) 39	Le site relève déjà de l'autorisation ICPE selon l'article L. 515-28. Le projet ne va pas augmenter la capacité de production. Construction de 3267 m2 de surface au plancher sur un site comportant déjà 11129 m2 de surface au sol qui a fait l'objet d'une évaluation environnementale en 2013

## 4. Caractéristiques générales du projet

Doivent être annexées au présent formulaire les pièces énoncées à la rubrique 8.1 du formulaire

### 4.1 Nature du projet, y compris les éventuels travaux de démolition

L'objet du projet est de réorganiser les locaux de travail et d'améliorer les conditions de travail pour les salariés.  
Suite à l'acquisition de nouvelles parcelles situées à l'Est et dans le cadre du projet d'aménagement par RENNES METROPOLE d'une voie de délestage de la route de Lorient séparant le site en deux, MAITRE JACQUES prévoit :

- la démolition des bâtiments existantes sur les parcelles 27 et 28,
- la construction d'un bâtiment en rez de chaussée et 1 niveau pour :
  - \* la préparation de commande libérant ainsi de la place au niveau des ateliers de production au rez de chaussée avec un local de charge, un local de stockage de palettes et un local informatique,
  - \* à l'étage, l'aménagement de locaux sociaux (vestiaires, réfectoire, bureaux et sanitaires),
- l'aménagement de nouvelles surfaces de stationnement et des moyens d'intervention et de lutte contre l'incendie et notamment le déplacement de la réserve d'eau incendie,
- les modifications du bassin d'orage et bassin de confinement des eaux incendie en lien avec les nouvelles constructions

## 4.2 Objectifs du projet

La société MAITRE JACQUES est spécialisée dans l'agroalimentaire, avec la transformation de viandes en produits finis pour le consommateur.

Le site réceptionne divers articles de type viandes, qui sont ensuite découpés, préparés et/ou surgelés. Une fois les produits préparés, ceux-ci sont conditionnés puis expédiés vers les différents clients.

Les produits « MAITRE JACQUES » sont destinés soit pour le rayon libre service soit pour le rayon coupe des magasins. Ils nécessitent tous une cuisson effectuée par le consommateur, avant consommation.

Le site a produit environ 6 935 Tonnes en 2018, afin de répondre aux besoins de sa clientèle. L'objectif fixé reste le même qu'en 2011 soit d'atteindre une production de 10 000 Tonnes par an à terme des capacités du site.

L'objet du projet est de réorganiser les locaux de travail et d'améliorer les conditions de travail pour les salariés

## 4.3 Décrivez sommairement le projet

### 4.3.1 dans sa phase travaux

Par rapport à la rubrique 39 de l'article R. 122-2, depuis l'extension du permis de construire de 2011 et de l'enquête publique de 2013 dans le cadre du dossier de demande d'autorisation ICPE, la surface au plancher est supérieure à 10 000 m<sup>2</sup> (11 129 m<sup>2</sup>). Le projet d'extension en lui-même est en dessous du seuil de 10 000 m<sup>2</sup> (3 267 m<sup>2</sup>).

La durée globale des travaux sera d'environ 2 ans, tenant compte des phases de démolition, terrassement, construction, rénovation.

phase 0 : démolitions

phase 1 : construction de la partie Est de la zone préparation pour maintenir en exploitation une partie des quais d'expédition

phase 2 : construction de la partie Ouest de la zone préparation

phase 3 : rénovation intérieur de bâtiments

Lors des travaux, les nuisances resteront limitées car intégrées dans la conception du projet.

D'un point de vue acoustique en phase chantier le site est à l'écart des habitations.

### 4.3.2 dans sa phase d'exploitation

Le projet n'a pas pour objet d'augmenter la capacité de production du site.

Au titre des ICPE, le site restera classé sous les rubriques :

- 3642 : capacité de production inférieure à 100 T/j

- 2230 : la capacité a même été réduite notamment suite à l'arrêt de production de boudins blancs sur le site de RENNES.

Au niveau des installations techniques, les capacités sont inférieures aux seuils de déclaration.

Les stockages (emballages plastiques, oxygène) resteront classés à déclaration. Les autres stockages sont en dessous des seuils de déclaration.

Les activités de MAITRE JACQUES ne sont pas concernées par les dispositions de l'arrêté du 15 décembre 2009.

L'exploitation du site est régie par un arrêté préfectoral d'autorisation qui fixe les valeurs limites d'émission.

Le projet ne sera pas associé à de nouvelles surfaces imperméabilisées puisque la construction s'effectue en partie sur les nouvelles parcelles composées de bâtiments, de voiries et parkings.

Le site dispose déjà d'un bassin d'orage. Dans le cadre de ce projet, conformément au PLU et service de RENNES METROPOLE, la gestion des eaux pluviales du site sera revue en intégrant les nouvelles surfaces construites. Le site et projet est à cheval sur des terrains favorables et non favorables à l'infiltration. Le site étant ICPE, c'est la rétention des eaux pluviales qui a été retenu puisque ce bassin d'orage servira aussi de bassin de confinement des eaux d'extinction d'incendie.

En terme de risque, le site est protégé par un dispositif d'extinction automatique d'incendie.

Les parois des locaux techniques (local de charge, stockage de palettes bois) seront REI 120 afin d'éviter le risque de propagation.

Les moyens extérieurs de lutte contre l'incendie seront assurés au niveau du site, la réserve incendie sera déplacée dans le cadre du projet de voie de délestage de la route de Lorient qui devrait couper le site au Sud.



#### 4.4 A quelle(s) procédure(s) administrative(s) d'autorisation le projet a-t-il été ou sera-t-il soumis ?

La décision de l'autorité environnementale devra être jointe au(x) dossier(s) d'autorisation(s).

Le projet n'est pas soumis à une procédure administrative d'autorisation :

Au titre des ICPE, en l'absence d'augmentation de la capacité autorisée, de dépassement de seuil réglementaire ou encore de nuisance ou de risque supplémentaires, les évolutions correspondent à des modifications non substantielles et vont être portées à la connaissance du Préfet.

Le site et projet ne relève pas de la nomenclature loi sur l'eau puisque le rejet des eaux pluviales s'effectue dans le réseau communal et est géré par une convention avec RENNES METROPOLE.

Les surfaces au plancher du site sont de 11130 m<sup>2</sup>. Le projet ne constitue pas à lui seul une surface au plancher de plus de 10 000 m<sup>2</sup>.

#### 4.5 Dimensions et caractéristiques du projet et superficie globale de l'opération - préciser les unités de mesure utilisées

Grandeurs caractéristiques	Valeur(s)
Extension du site industriel pour stationnement, voirie, bâtiment	3827 m <sup>2</sup>
Construction de bâtiments (préparation commande, locaux techniques, locaux sociaux ...)	1767 m <sup>2</sup> au sol 1500 m <sup>2</sup> à l'étage

#### 4.6 Localisation du projet

Adresse et commune(s)  
d'implantation

ZI de LORIENT  
13, rue Léon Berthault  
35000 RENNES

Coordonnées géographiques<sup>1</sup>

Long. 1 ° 43 ' 56 " O Lat. 48 ° 06 ' 35 " N

Pour les catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b) 9° a), b), c), d), 10°, 11° a) b), 12°, 13°, 22°, 32°, 34°, 38° ; 43° a), b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement :

Point de départ :

Long. \_ ° \_ ' \_ " \_ Lat. \_ ° \_ ' \_ " \_

Point d'arrivée :

Long. \_ ° \_ ' \_ " \_ Lat. \_ ° \_ ' \_ " \_

Communes traversées :

Joignez à votre demande les annexes n° 2 à 6

4.7 S'agit-il d'une modification/extension d'une installation ou d'un ouvrage existant ? Oui ☒ Non ☐

4.7.1 Si oui, cette installation ou cet ouvrage a-t-il fait l'objet d'une évaluation environnementale ? Oui ☒ Non ☐

4.7.2 Si oui, décrivez sommairement les différentes composantes de votre projet et indiquez à quelle date il a été autorisé ?

L'exploitation des activités et installations du site est autorisée au titre des ICPE depuis 2013 et a fait l'objet d'une étude d'impact et d'une enquête publique lors de la demande d'autorisation ICPE de 2013.

Lors de l'évaluation environnementale de 2013, la surface du site était de 11129 m<sup>2</sup>

Auparavant, le site relevait du régime de déclaration au titre des ICPE. Le site avait l'objet de plusieurs permis de construire dont un en 2011 pour l'extension du site.

<sup>1</sup> Pour l'outre-mer, voir notice explicative

## 5. Sensibilité environnementale de la zone d'implantation envisagée

Afin de réunir les informations nécessaires pour remplir le tableau ci-dessous, vous pouvez vous rapprocher des services instructeurs, et vous référer notamment à l'outil de cartographie interactive CARMEN, disponible sur le site de chaque direction régionale.

Le site Internet du ministère en charge de l'environnement vous propose, dans la rubrique concernant la demande de cas par cas, la liste des sites internet où trouver les données environnementales par région utiles pour remplir le formulaire.

Le projet se situe-t-il :	Oui	Non	Lequel/Laquelle ?
Dans une zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique de type I ou II (ZNIEFF) ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
En zone de montagne ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone couverte par un arrêté de protection de biotope ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur le territoire d'une commune littorale ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans un parc national, un parc naturel marin, une réserve naturelle (nationale ou régionale), une zone de conservation halieutique ou un parc naturel régional ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Sur un territoire couvert par un plan de prévention du bruit, arrêté ou le cas échéant, en cours d'élaboration ?	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le département de l'Ille et Vilaine est doté d'un PPBE approuvé le 25/07/2019. RENNES METROPOLE est doté d'un plan de prévention du bruit dans l'environnement qui met en évidence que l'environnement du site n'est pas en zone calme mais ne présente pas non plus d'habitat sensible.
Dans un bien inscrit au patrimoine mondial ou sa zone tampon, un monument historique ou ses abords ou un site patrimonial remarquable ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Dans une zone humide ayant fait l'objet d'une délimitation ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

<p>Dans une commune couverte par un plan de prévention des risques naturels prévisibles (PPRN) ou par un plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ?</p> <p>Si oui, est-il prescrit ou approuvé ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>le territoire de la commune de RENNES est concerné par la PPRI du bassin versant la Vilaine région rennaise .</p> <p>le site est localisé en dehors des zones d'aléas.</p> <p>approuvé le 10/12/2007</p>
<p>Dans un site ou sur des sols pollués ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans une zone de répartition des eaux ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans un périmètre de protection rapprochée d'un captage d'eau destiné à la consommation humaine ou d'eau minérale naturelle ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p>Dans un site inscrit ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<p><b>Le projet se situe-t-il, dans ou à proximité :</b></p>	<b>Oui</b>	<b>Non</b>	<b>Lequel et à quelle distance ?</b>
<p>D'un site Natura 2000 ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>le site Natura 2000 le plus proche est à 12 km au Nord Est et l'autre site est à plus de 12 km au Sud-Ouest</p>
<p>D'un site classé ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	



**6. Caractéristiques de l'impact potentiel du projet sur l'environnement et la santé humaine au vu des informations disponibles**

**6.1 Le projet envisagé est-il susceptible d'avoir les incidences notables suivantes ?**

Veuillez compléter le tableau suivant :

Incidences potentielles		Oui	Non	De quelle nature ? De quelle importance ? <i>Appréciez sommairement l'impact potentiel</i>
Ressources	Engendre-t-il des prélèvements d'eau ? Si oui, dans quel milieu ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Il n'y a pas de prélèvement direct d'eau dans le milieu naturel. L'activité du est associée à une consommation d'eau : nettoyage, production de vapeur, sanitaire, etc. L'alimentation en eau provient du réseau public
	Impliquera-t-il des drainages / ou des modifications prévisibles des masses d'eau souterraines ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il excédentaire en matériaux ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il déficitaire en matériaux ? Si oui, utilise-t-il les ressources naturelles du sol ou du sous-sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
Milieu naturel	Est-il susceptible d'entraîner des perturbations, des dégradations, des destructions de la biodiversité existante : faune, flore, habitats, continuités écologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Projet en zone d'activité fortement urbanisée au Sud de la voie ferrée
	Si le projet est situé dans ou à proximité d'un site Natura 2000, est-il susceptible d'avoir un impact sur un habitat / une espèce inscrit(e) au Formulaire Standard de Données du site ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	

	Est-il susceptible d'avoir des incidences sur les autres zones à sensibilité particulière énumérées au 5.2 du présent formulaire ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	le site MAITRE JACQUES est en zone d'activités, éloignés des zones naturelles sensibles, éloigné du risque inondation et des monuments historiques. La régulation des eaux pluviales existante sera étendue aux nouvelles surfaces construites et imperméabilisées liées à l'extension du périmètre conformément au règlement du PLU. Les eaux de ruissellement n'auront pas d'incidence par rapport à l'écoulement actuel et au contraire puisque les surfaces des parcelles achetées ne faisaient pas l'objet d'une régulation.
	Engendre-t-il la consommation d'espaces naturels, agricoles, forestiers, maritimes ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	projet en zone d'activité sur site déjà urbanisé
<b>Risques</b>	Est-il concerné par des risques technologiques ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	Le principal risque est le risque incendie. le site est sprinkle et dispose de moyens extérieurs de lutte contre l'incendie. Le site est suffisamment éloigné des tiers pour ne pas générer de risque d'effet domino et en même d'être dans des zones de risques par rapport au voisinage
	Est-il concerné par des risques naturels ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	le site est en dehors des zones inondables. La régulation des eaux pluviales existante sera étendue aux nouvelles surfaces construites et imperméabilisées liées à l'extension du périmètre conformément au règlement du PLU. Les eaux de ruissellement n'auront pas d'incidence par rapport à l'écoulement actuel et au contraire puisque les surfaces des parcelles achetées ne faisaient pas l'objet d'une régulation.
	Engendre-t-il des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
	Est-il concerné par des risques sanitaires ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	
<b>Nuisances</b>	Engendre-t-il des déplacements/des trafics	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	Le principal trafic routier est lié au déplacement des véhicules du personnel (180 salarié en période basse jusqu'à 450 en période haute d'activité). le trafic poids lourds journalier est d'environ 50 camions.
	Est-il source de bruit ? Est-il concerné par des nuisances sonores ?	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	Le PPBE a identifié que l'environnement sonore du site Maitre Jacques et sont environnement proche était impacté par les bruits de la voie ferrée, la SPA, le site VEOLIA et les voies de circulation. L'impact sonore du site est limité et sont environnement n'est pas considéré comme zone calme. Les installations techniques notamment les groupes de production de froid sont à l'origine d'émission sonore. Le site est en zone industrielle, éloigné des habitations.

	<p>Engendre-t-il des odeurs ?</p> <p>Est-il concerné par des nuisances olfactives ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<p>Le site dispose d'un fumoir fonctionnant à la sciure de bois, dont la cheminée présente une hauteur de 6.5m par rapport au sol. Le fumoir est utilisé par cycle de 1h30 à 2h par jour mais uniquement à raison de 1 fumage par jour maximum</p>
	<p>Engendre-t-il des vibrations ?</p> <p>Est-il concerné par des vibrations ?</p>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	
	<p>Engendre-t-il des émissions lumineuses ?</p> <p>Est-il concerné par des émissions lumineuses ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input checked="" type="checkbox"/>	<p>le site est équipé d'un système extérieur d'éclairage uniquement au niveau des façades.</p> <p>le site est localisé en zone d'activité et éloigné d'espace naturel.</p>
<b>Emissions</b>	<p>Engendre-t-il des rejets dans l'air ?</p>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<p>Les principales émissions dans l'air proviennent des installations de combustion et du fumoir.</p> <p>Il s'agit d'installation de capacités relativement limitées (chaudière de 700 kW). Les émissions dans l'air restent faibles. Le combustible utilisé est du gaz naturel.</p>
	<p>Engendre-t-il des rejets liquides ?</p> <p>Si oui, dans quel milieu ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>dans le cadre du projet, le réseau eaux pluviales du site sera revu avec un bassin d'orage agrandi qui servira aussi de bassin de confinement.</p> <p>le réseau comprendra un séparateur hydrocarbures et une vanne d'obturation.</p>
	<p>Engendre-t-il des effluents ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>L'activité génère des effluents industriels qui sont pré-traités au niveau du site avant rejet dans le réseau communal pour être traités au niveau de la station communal. Une convention de rejet gère ce rejet.</p> <p>un projet de modernisation de la station de pré-traitement est en cours de réalisation en parallèle de ce projet.</p>
	<p>Engendre-t-il la production de déchets non dangereux, inertes, dangereux ?</p>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<p>Les principaux déchets générés sont des déchets d'emballages non dangereux et des déchets de sous produits d'origine animale.</p> <p>Les déchets dangereux sont limités, il s'agit notamment de vidange de séparateur hydrocarbures et déchets de maintenance des équipements.</p>



Patrimoine / Cadre de vie / Population	Est-il susceptible de porter atteinte au patrimoine architectural, culturel, archéologique et paysager ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	situé en zone d'activité et éloigné des périmètres de protection des monuments classés ou historique, le site ne porte pas atteinte au patrimoine culturel.
	Engendre-t-il des modifications sur les activités humaines (agriculture, sylviculture, urbanisme, aménagements), notamment l'usage du sol ?	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	le site et projet sont en zone d'activités.

**6.2 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'être cumulées avec d'autres projets existants ou approuvés ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquelles :

Au vu :

- des informations mises à disposition par la DREAL Bretagne (« Avis de l'autorité environnementale » au 25/11/2019),
- de la consultation des avis de la Mission Régionale d'Autorité Environnementale, au 25/11/2019
- de la consultation du site Internet du Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable (CGEDD), (Autorité Environnementale, examen au cas par cas et autres décisions), au 25/11/2019,

il n'y aura pas d'effet cumulé avec d'autres projets dans un rayon de 3 km :

- le projet de centre de transit et regroupement de déchets de la société ROMI à plus de 800 m à vol d'oiseau au Sud de la route de Lorient

**6.3 Les incidences du projet identifiées au 6.1 sont-elles susceptibles d'avoir des effets de nature transfrontière ?**

Oui ☐ Non ☒ Si oui, décrivez lesquels :

**6.4 Description, le cas échéant, des mesures et des caractéristiques du projet destinées à éviter ou réduire les effets négatifs notables du projet sur l'environnement ou la santé humaine (pour plus de précision, il vous est possible de joindre une annexe traitant de ces éléments) :**

Le réseau eaux pluviales sera revu afin d'intégrer les nouvelles surfaces construites et bien qu'il ne s'agit pas de nouvelles surfaces imperméabilisées puisqu'il y aura démolition de surfaces existantes. Les surfaces construites seront ainsi considérées comme nouvelles et les débits des eaux de ruissellement seront régulés.

Les installations techniques sont localisées au nord vers la voie ferrée afin de limiter l'impact sonore sur le voisinage.

## 7. Auto-évaluation (facultatif)

Au regard du formulaire rempli, estimez-vous qu'il est nécessaire que votre projet fasse l'objet d'une évaluation environnementale ou qu'il devrait en être dispensé ? Expliquez pourquoi.

Le projet d'extension du site n'a pas pour objet d'augmenter la capacité de production du site mais d'améliorer les conditions de travail des salariés notamment lors de la période haute d'activité alors que l'effectif du site double.

Le site et les nouvelles parcelles acquises par la société sont situés en zone industrielle à l'écart d'habitation.

Ainsi, il nous apparaît que notre projet ne nécessite pas une évaluation environnementale.

## 8. Annexes

### 8.1 Annexes obligatoires

Objet		
1	Document CERFA n°14734 intitulé « informations nominatives relatives au maître d'ouvrage ou pétitionnaire » - <b>non publié</b> ;	<input checked="" type="checkbox"/>
2	Un plan de situation au 1/25 000 ou, à défaut, à une échelle comprise entre 1/16 000 et 1/64 000 (Il peut s'agir d'extraits cartographiques du document d'urbanisme s'il existe) ;	<input checked="" type="checkbox"/>
3	Au minimum, 2 photographies datées de la zone d'implantation, avec une localisation cartographique des prises de vue, l'une devant permettre de situer le projet dans l'environnement proche et l'autre de le situer dans le paysage lointain ;	<input checked="" type="checkbox"/>
4	Un plan du projet <u>ou</u> , pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux catégories 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement un projet de tracé ou une enveloppe de tracé ;	<input checked="" type="checkbox"/>
5	Sauf pour les travaux, ouvrages ou aménagements visés aux 5° a), 6° a), b) et c), 7° a), b), 9° a), b), c), d), 10°, 11° a), b), 12°, 13°, 22°, 32, 38° ; 43° a) et b) de l'annexe à l'article R. 122-2 du code de l'environnement : plan des abords du projet (100 mètres au minimum) pouvant prendre la forme de photos aériennes datées et complétées si nécessaire selon les évolutions récentes, à une échelle comprise entre 1/2 000 et 1/5 000. Ce plan devra préciser l'affectation des constructions et terrains avoisinants ainsi que les canaux, plans d'eau et cours d'eau ;	<input checked="" type="checkbox"/>
6	Si le projet est situé dans un site Natura 2000, un plan de situation détaillé du projet par rapport à ce site. Dans les autres cas, une carte permettant de localiser le projet par rapport aux sites Natura 2000 sur lesquels le projet est susceptible d'avoir des effets.	<input checked="" type="checkbox"/>



## 8.2 Autres annexes volontairement transmises par le maître d'ouvrage ou pétitionnaire

Veillez compléter le tableau ci-joint en indiquant les annexes jointes au présent formulaire d'évaluation, ainsi que les parties auxquelles elles se rattachent

Objet
bilan des rubriques ICPE (rubrique 4.3.2)

## 9. Engagement et signature

Je certifie sur l'honneur l'exactitude des renseignements ci-dessus



Fait à

Nennes

le,

06/12/2019

Signature

